



CANICULE, NÉS AVANT LA HONTE

Si on écoute « nos gouvernant·es », ils et elles ont tout fait bien !

Rappelons que si tous les budgets affectés à la « transition écologique » sont méthodiquement sabotés, depuis 2004, une journée de travail non payée suite à la canicule de 2003 a permis à l'état de récolter 57 milliards d'€ pour lutter contre la chaleur. Depuis 2010, la France a connu 26 canicules et les choses s'emballent aujourd'hui. Alors où est passé notre argent ? Les EHPAD et hôpitaux sont martyrisés, les écoles et nos bureaux, de véritables fours, il y a clairement mise en danger de la population. Ajoutez à cela des transports en commun transformés en étuve, quand ils circulent, et des pannes électriques. Les injonctions à deux balles, « surtout buvez régulièrement » ou les annonces comme la commande de 30 000 clim' portables pour l'hôpital, relèvent de la communication et de la provocation.

Ras le bol de ces élites qui ne pensent qu'à leur nombril et à la protection de leurs intérêts de classe, sans jamais se préoccuper du bien commun.

La fameuse écologie « punitive », c'est eux !

SERVICE MINIMUM

Les mesures proposées par la DGFIP ne permettent pas aux agent·e·s de travailler à leur domicile les 5 jours de la semaine (3 maximum par semaine) et la journée continue n'est pas accessible à toutes et tous car il faut rattraper 1h42 par journée.

De plus quand les 30° sont dépassés avant 10 h du matin, cela ne sert à pas grand-chose. Les locaux sont clairement dangereux pour la santé des agent·es en cas de canicule et nous sommes inquiet·es pour les prochains épisodes (un arrive déjà la semaine prochaine) car nous n'avons pas de solutions adaptées sur des épisodes qui peuvent durer et vont se répéter.

Rappelons que nous serons de plus en plus confrontés à des épisodes caniculaires. Nous demandons la journée banalisée en période de canicule, des Autorisations d'absence exceptionnelles en tant que de besoin (notamment pour raison de santé) et l'extension des zones de replis qui sont notoirement insuffisantes. La mise en protection des agent·es exigerait aussi l'évacuation des locaux dépassant les 30° C.

CANICULE VIP

La Direction a annulé jeudi après-midi dernier la tenue de la commission des impôts dite IDTCA afin de ne pas mettre en péril la santé des membres la com-

posant : un magistrat du Tribunal Administratif, un expert comptable et des représentant·es de l'administration. Pourtant, dans ce même couloir, la Direction ne semble pas alertée par la présence de vérificatrices et vérificateurs qui ont subi une chaleur étouffante toute la semaine avec des températures s'élevant autour de 35 degrés dans les bureaux de nos collègues. Faut-il attendre un grave incident et un souci de santé d'un·e collègue de brigade pour que la Direction daigne enfin se préoccuper de la situation dégradée du bâtiment Delambre.

CANICULE, QUOI FAIRE ?

Les cadavres s'empilent dans les morgues, nos corps souffrent, les arbres s'étiolent, la faune sauvage décline. Les propositions de tout climatiser ne nous sauveront pas cet été et de toute façon, on ne climatisera pas l'ensemble du pays.

La catastrophe climatique va d'abord être un effondrement agricole. La France a déjà perdu sa souveraineté alimentaire, la situation va empirer.

Au boulot, l'urgence doit nous permettre d'imposer le « congé climatique ». Contre le capitalisme du désastre qui propose de continuer nos activités comme si de rien n'était, imposons le rapport de force pour protéger les travailleurs, les travailleuses et, aussi nos concitoyen·nes les plus fragiles.

CAN CANICULE

Les collègues informaticien·nes de Centrale installés à la Cité Administrative Nantaise (CAN) subissent aussi des températures intérieures insoutenables. Le bâtiment est tout neuf mais c'est un four. Pour survivre, les agent·es scotchent des couvertures de survie sur les baies vitrées vu qu'il n'y a pas de stores extérieurs ! C'est proprement inadmissible. L'architecte devrait être mis en cause ! En attendant, les collègues en mode survie multiplient les Registres Sécurité Santé au Travail et font une pétition.

BÉTISIER DE LA CANICULE

Une gestion de crise sous format de sketch permanent, avec l'Assistante de Prévention qui répond à un registre SST signalant des températures de 36° en rappelant qu'il reste peut-être des ventilateurs à la BILI, ou l'assistance informatique qui préconise de mettre au réfrigérateur son ordi pour le relancer (ça marche ceci dit !).

Et que dire de la BILI qui égare son thermomètre qui a servi à limiter le chauffage des bureaux tout l'hiver dernier...